

La fin programmée des ruineux partenariats public-privé

Après une vague de partenariats public-privé dans les années 2000, les autorités britanniques ont renoncé à ce mécanisme, jugé trop cher.

LE MONDE | 09.09.2018 à 17h30 | Par Eric Albert ([journaliste/eric-albert](#)) (Londres, correspondance)



« Sous l'impulsion de Tony Blair et de Gordon Brown (1997-2010), plus de 700 PPP ont été signés » (Gordon Brown en 2015). NEIL HALL / REUTERS

Au collège Bristol Metropolitan, le remplacement d'un volet a coûté au total 8 154 livres sterling (9 050 euros). A l'école voisine, un robinet est revenu à 2 211 livres. Un troisième établissement a payé 2 024 livres pour un lavabo... Depuis quelques années, les excès des partenariats public-privé (PPP) sont exposés au Royaume-Uni. Bloquées dans des contrats signés dix ou quinze ans plus tôt, face à des entreprises privées qui n'ont aucune raison de faire preuve de souplesse, les écoles se retrouvent souvent avec des coûts de maintenance absurdes.

Le Royaume-Uni découvre aujourd'hui avec frayeur la facture des PPP. Sous l'impulsion de Tony Blair et de Gordon Brown (1997-2010), plus de 700 PPP ont été signés. L'objectif était simple : ouvrir de nouvelles écoles et de nouveaux hôpitaux sans donner l'impression que l'Etat s'endettait. Les entreprises investissaient, et se faisaient rembourser par les autorités locales sur vingt à trente ans. A cela s'ajoutait souvent un contrat de maintenance du bâtiment. « A l'époque, une collectivité locale n'avait pas le choix, c'était la seule façon d'investir », se rappelle Dexter Whitfield, de l'European Services Strategy Unit Research, spécialiste du secteur.

Lire aussi : Au Royaume-Uni, la mort des partenariats public-privé ([/societe/article/2018/03/12/au-royaume-uni-la-mort-des-partenariats-public-privé_5269588_3224.html](#))

Le résultat immédiat a été positif. Le Royaume-Uni a bénéficié de la construction de nombreuses nouvelles infrastructures. Mais aujourd'hui, l'heure du remboursement est arrivée et la facture est salée. En 2017, les autorités britanniques ont dû verser un peu plus de 10 milliards de livres en intérêts.

199 milliards de livres

Même si aucun nouveau PPP n'est signé, les traites resteront à peu près au même niveau jusqu'au début des années 2030, puis se réduiront progressivement jusqu'aux années 2040. Au total, il faudra verser 199 milliards de livres, selon un rapport du National Audit Office, l'équivalent de la Cour des comptes.

Dans le meilleur des cas – si la construction se passe bien et que le contrat de maintenance est raisonnable –, la collectivité publique paye le projet plus cher que si elle l'avait financée elle-même, tout simplement parce que l'Etat peut **emprunter** à un taux moins élevé (de 3 % à 4 % en moyenne) qu'une entreprise privée (de 7 % à 8 % pour la moyenne des PPP). Dans le pire des cas, les dérives peuvent **être** catastrophiques. M. Whitfield a comptabilisé 74 PPP – environ 10 % du total – qui se sont effondrés et que l'Etat a dû **secourir**, en moyenne au bout de neuf ans. Coût des sauvetages : 7,5 milliards de livres.

Sans le **dire** officiellement, les autorités britanniques ont tiré les leçons de ces dérives, renonçant à ce mécanisme : un seul PPP a été signé en 2017, contre plus d'une cinquantaine par an à leur pic, il y a dix ans.